

Bonjour tout le monde. Je suis la communicante de la délégation France insoumise au Parlement européen. À la délégation France Insoumise, on a décidé de vous ouvrir les portes pour vous faire découvrir notre semaine de session plénière. La session plénière? C'est la semaine où toutes et tous les eurodéputés se rassemblent à Strasbourg pour voter les textes qui ont été discutés les semaines précédentes.

Cette semaine, nous avons un gros rapport sur les activités de la médiatrice européenne. On ira rendre visite à un salarié de Castorama en grève de la faim. On discutera d'un énième scandale de transparence de l'interdiction de Tiktok au Parlement et on reviendra sur le parcours militant de Marina Mesure.

20s Nous revoilà à Strasbourg pour la plénière de Mars. Je suis accueilli par un beau ciel bleu et des températures printanières. Le lundi, normalement, au Parlement, c'est une petite journée. On attend que toutes les équipes arrivent. On prend ses marques. Et en fin d'après-midi, l'hémicycle ouvre.

Durant le weekend, on a appris quelque chose. Le DG de la Direction des Transports de la Commission a accepté pas moins de neuf voyages en classe affaires offerts par Qatar Airways. Alors que M. Holo Lei négociait en même temps l'accord de libre échanges aériens entre l'Union Européenne et le Qatar. Le conflit d'intérêt est donc évident. Mais pour la Commission, tout est pourtant en règle. Car l'heureux bénéficiaire de ces billets a payé par Qatar Airways, M. Hololei, a reçu l'autorisation du directeur général Mov. C'est À Dire lui même. À votre avis, qu'à fait Manon Aubry? Vous commencez à la connaître. Elle a demandé un nouveau débat. Je vais essayer d'avoir plus de précision à ce sujet dans la journée ou demain.

En attendant, je dois me rendre rapidement devant l'hémicycle où une autre élue de la délégation doit s'exprimer. 2s

Anne-Sophie Pelletier : "Inscrit dans les traités et dans la charte, le droit de saisie du Médiateur européen est une pierre angulaire du droit primaire de l'union. 1s

Anne Sophie Pelletier commence la semaine par un discours pour défendre son rapport sur les actions de la Médiatrice européenne. Emily O'reilly, la Médiatrice Européenne a pour fonction de veiller au bon fonctionnement de l'appareil administratif. Elle répond aux plaintes déposées contre les institutions ou les organes de l'union. Et ces plaintes peuvent être introduites par des citoyens ou des résidents des pays ou par des associations ou des entreprises établies dans l'Union Européenne.

Chers collègues, quand l'inconnu et l'ombre sèment le doute, ce sont la clarté et la lumière qui nous rassure de la n'est. La confiance. Alors demain, soyons à la hauteur de la confiance de ceux qui nous l'ont confié. Confier les clefs de la démocratie Européenne. Montrons à nos citoyens que le Parlement peut parler d'une seule voix. Merci.

Rendez Vous demain pour le vote.

Mardi. Le soleil n'est plus qu'un lointain souvenir. Je découvre les belles averses du nord de la France. Un gros vote en perspective, celui sur le rapport de Anne Sophie Pelletier. 602 voix pour le rapport est adopté. À la presque unanimité des députés de l'hémicycle.

Je file rejoindre Manon Aubry à la sortie des votes. Encore un débat sur la transparence. Et pourtant encore plein de questions sur le et bien oui le WaterPolo

ManonAubry : J'ai encore match demain soir mais il y a manif. Mais j'ai aussi une réunion de négociation d'un texte super important que je négocie en ce moment sur le devoir de vigilance des multinationales et évidemment, j'espère que nos camarades de la CGT Piscine vont faire grève et que le match sera repoussé. Ça simplifiera mon organisation

Comme je vous le disais un peu plus tôt, un nouveau problème sur la transparence a pointé le bout de son nez d'ailleurs.

Léna : En parlant du Waterpolo, il paraît que tu as encore demandé un débat sur la transparence. Et ce qu'on retournerait pas même épisode ?

Manon : On a toujours dit que le Qatar gate, Ce qui avait été révélé, c'était que la face émergée de l'iceberg et qu'en réalité, sous l'eau, y a des ramifications tentaculaires de ce scandale de corruption. Et donc, on a appris récemment que le directeur de la Direction Générale des Transports à la Commission Européenne s'est fait payer neuf voyages en classe business. Bien sûr, par Qatar Airways a évidemment au même moment où il négociait un accord de libre échange. Aérien. C'est-à-dire pour faciliter l'accès au marché aérien européen. Pour deviner qui? Le Qatar. C'est un léger conflit d'intérêt. Quand on a posé la question de la Commission la Commission Européenne, elle a dit y a pas de problème. Ces voyages ont été validés et devinez par qui? Ils ont été validés par le même Directeur Général des Transports. Donc on marche complètement sur la tête. Non seulement on a un conflit d'intérêt manifeste, et en plus on touche là du doigt le problème du contrôle des conflits d'intérêt au niveau européen, et particulièrement du côté de la commission qui repose sur le self contrôle.

Cet après-midi, j'accompagne Leila Chaibi rencontrer Xavier, un employé de Castorama en grève de la Fin. Depuis lundi, on quitte les bureaux et on rejoint les parkings du Parlement. Nous avons exceptionnellement réservé une voiture pour retrouver Xavier.

Leila Chaibi : On va à Castorama parce que y a une lutte des salariés là-bas. Et on va soutenir un salarié qui s'appelle Xavier et qui est en grève de la faim pour contester pour protester contre ces conditions de travail qui sont déplorables. Alors même que Castorama appartient à un groupe britannique implanté dans plein de pays. L'union européenne mais fait le choix de donner des millions aux actionnaires et et et rien du tout des miettes dans les poches des salariés. Et donc Xavier et ses collègues ont décidé d'occuper le magasin. Enfin, il va nous en dire plus. Et donc on il commencé une grève de la faim hier et donc nous voilà. C'est important. D'aller les soutenir soutenir, quoi. De faire une pause dans cette journée plénière. On l'a a intégré dans la journée de plénière d'ailleurs, c'est juste 1/4 d'heure en voiture. C'est bien de les soutenir. On n'est pas dans un bocal isolé du reste là quand on est à Strasbourg. Mais y a des gens qui luttent, qui se battent pour leur droit et donc les soutenir.

Léna : Oui j'ai justement, c'était ma question d'après pour le coup c'est pour certains surprenant de voir que les élus européens soutiennent autant des travailleurs.

Leila : Pour nous, c'est un peu une évidence. Un peu dans notre Adn. Après, à notre aussi bien, la délégation française soumise que dans le groupe de la gauche. En fait, on est des groupes. Beaucoup d'entre nous sont issus des luttes sociales associatives, syndicales 2s et donc c'est dans notre Adn d'être aux côtés des

travailleurs. Hein. C'est vrai qu'on va dire à l'union européenne 1s la norme c'est peut être plus du côté des lobbies d'avoir des contacts et des relations et des réseaux parmi les lobbies. Mais à nous du coup nan c'est vraiment voilà quoi. On est là pour porter la voix des travailleurs à l'intérieur des institutions et pour que notre écharpe de en servent aussi à leur lutte concrète. On est là pour faire la loi qui ne noient qui sont en faveur de leurs intérêts, mais aussi si on peut les soutenir concrètement sans attendre que la loi change dans une bataille comme celles là qui qui est menée ici à Castorama? Ben si important après à Strasbourg de Castorama. Vendredi je suis allée soutenir les travailleurs, les salariés de monoprix qui étaient en grève. On essaie à chaque fois dans la mesure du possible et bien de de se servir de notre position d'élus pour soutenir les mobilisations sociales.

Xavier nous attend à côté de sa voiture sur le parking du Castorama. Il fait beau, mais il y a beaucoup de vent avec sa bouteille de vitamine à la main. Il prend le temps de nous expliquer les raisons de son action portée par le slogan rendre visible l'invisible

Xavier, syndicaliste CGT Castorama : moi je gagne 1400€ net par mois. comme je dis, c'est que quand vous voulez chercher un logement, c'est le salaire. Faire un crédit. C'est le salaire l'intéressement et sans fiche. Parce que c'est variable. Là, on a l'intéressement. Peut-être que l'année prochaine n'en aura pas. Ça dépend des résultats de l'établissement. C'est tout. Et moi ce que je veux faire. Donc en gros avec ma grève de la faim. Donc en fait, c'est vraiment symbolique. C'est pour mettre en avant cette précarisation qu'elle prend à la gorge les salariés qui ne mangent plus à leur fin.

Enfin, sa grève de la faim aura duré 12 jours jusqu'au 24 mars. Il a été rejoint par un collègue et leur communiqué de presse nous explique que la direction de Castorama Kingfisher n'a pas encore accédé à toutes leurs demandes. Mais que le dialogue social a enfin repris.

17 heures avec Leila et son équipe, nous reprenons la voiture pour rentrer au Parlement. J'en profite pour discuter avec elle d'un sujet brûlant. Tiktok a été banni.

Léna : J'ai remarqué qu'avec Pablo, vous aviez commencé à investir Tiktok récemment.

Leila : On y pensait. Je suis dégoûté. Au moment où je me mets sur Tiktok, je me lance, je perce des vidéos, genre 104 20000 vues. 200000 vues. Et hop. Ça va pas durer longtemps. On nous demande de l'enlever de notre téléphone. T'as dû entendre parler comme moi que à la Commission européenne, tous les fonctionnaires de la commission européenne ont eu ordre d'enlever Tiktok de leurs appareils. On parle vachement de transparence, surtout depuis Qatar Gate. Et là, en fait, on reçoit juste une demande un mail hyper floue, surtout sur les raisons et que moi, je veux bien croire en Thierry Breton quand il nous dit qu'il a des menaces, que c'est dangereux de mettre Tiktok. Parce que peut être, il y a potentiellement des menaces. Les Chinois peuvent nous piquer des données ou je ne sais quoi. Mais je pense que on mérite quand même un si peu d'explications. C'est un vaste sujet, en fait. Les données ont différents aspects bon là 4s ah ça voilà. Revenons aux fondamentaux d'abord ma carrière d'influenceuse. Donc des 2024 après les élections

européennes, si je sais si je sais pas quoi faire, eh bien, je peux me reconvertir en influenceuse, mais bon, même si la Commission européenne essaie de me mettre des bâtons dans les roues, là, en me demandant de déconnecter. On fait le choix. On fait le choix d'être sur ces plateformes là. C'est un choix politique. C'est à dire qu'on se dit nous, dans notre rôle de parlementaire européen, notre objectif est de décloisonner ce qui se passe dans les institutions européennes, de rendre lisible visible ce qu'on fait et de faire en sorte de s'adresser pas qu'à ceux les passionnés de l'union européenne. Il n'a pas beaucoup, mais y en a pas à ceux qui sont passionnés de politique. Mais un public qui ne va pas va pas écouter les discours politiques. Viens pas dans nos réunions publiques. Et là donc en l'occurrence les jeunes notamment, et se dire que si on veut moins d'abstention dans un an aux élections européennes. Eh ben. Il faut s'adresser à eux. En fait, faut attendre qu'il vienne à nous. TikTok est notamment un moyen de s'adresser à eux, de faire passer un message contre l'abstention. C'est l'objectif. Plus de gens qui se diront la prochaine fois aux élections européennes, plutôt que se dire c'est quoi ce truc? Totalement abstrait. "Ah oui la Député européen qui parlement européen ?" C'est ce qu'ils diront? Tiktok c'est une porte d'entrée vers la politique.

Mercredi, jour de manifestation contre la réforme des retraites. Il y a beaucoup de monde à la manifestation de Strasbourg aux côtés des élus de la délégation. D'autres députés européens comme Marc Bolenga ou Miguel Urban Crespo sont présents en signe de solidarité, mais aussi pour rappeler les intérêts communs de tous les travailleurs européens. Les attaques sur les droits sociaux se font partout en Espagne, au Danemark ou en Allemagne. Et comme l'a dit Miguel Urban Crespo dans les Dernières Nouvelles D'Alsace : "les victoires sont contagieuses. Alors si les Français gagnent contre cette réforme des retraites, ce sera une victoire pour nous tous". Je suis pressée de retrouver Marina Mesure au retour de la manifestation. Elle est députée depuis maintenant quelques mois et je suis curieuse de pouvoir en discuter avec elle.

Marina : C'était super. Il y avait beaucoup de monde, de la détermination. Encore un intersyndical uni et déterminé à faire le gouvernement, donc très enthousiasmant.

Léna : Ça te parle entre les intersyndicales?

Marina : Oui bah oui, évidemment. Puisque en tant que membre de la Cgt Construction depuis de nombreuses années, bah, j'ai mené ces batailles là aussi syndicalement. Maintenant, je les mène en tant qu'élue, mais c'est particulièrement important, je sais, d'avoir un syndicat uni pour pouvoir mener des batailles aussi importantes dans la société. Donc ça me parle et je suis contente de pouvoir les mener avec les syndicats. Maintenant, avec ma casquette d'élue, on en avait discuté tout à l'heure.

Léna : Et tu m'avais expliqué que du coup toi, tu étais intéressé à l'Europe pour pouvoir justement faire aboutir en fait les combats syndicaux sur le terrain, comment ça se passe maintenant? Ça fait quoi, six ou sept mois que tu es députée européenne, c'est ça?

Marina : Effectivement. Et c'est vrai que c'est l'engagement syndical qui a fait que je me présente à un moment donné aux élections européennes, parce que je menais des combats depuis de nombreuses années aux côtés des travailleurs, des travailleurs de la construction et notamment des travailleurs détachés qui sont exploités par une directive discriminatoire qui vise les travailleurs détachés. Ce sont des travailleurs qui vont par exemple, pour être extrêmement concrètes, qui sont des

travailleurs polonais avec un contrat travail polonais qui travaille pour une entreprise polonaise, et qui dans ce le coup, l'entreprise polonaise va avoir va gagner un marché en France, et donc va venir avec ces travailleurs et le fait qu'elle venne avec ces travailleurs. Eh bien, la question qui a été soulevée au niveau européen, c'est quelle législation s'applique si les travailleurs viennent pendant un temps pour réaliser le marché et après repartent travailler dans leur pays d'origine? Et donc c'est pour ça qu'on dit détaché parce qu'ils sont détachés temporairement de leur lieu habituel de travail, qui est par exemple la Pologne, pour travailler pendant jusqu'à 24 mois en France, et après il repart. Et le problème qui a eu c'est que lorsqu'on a défini les législations, mais on n'a pas vraiment parlé de ce qui était rémunération. C'est à dire qu'on a dit les rémunérations, c'est pas forcément celle du pays dans lequel il travaille. Et donc ça a créé un système totalement discriminatoire, puisque du coup, les travailleurs en question n'étaient pas assujettis aux mêmes réglementations, au même niveau comme du travail, en fait, que que les travailleurs locaux, les travailleurs français en tout cas. Puis on prend le cas de la France et de la Pologne. Maintenant, bon moi je me suis sur des questions depuis que tu me demandes depuis que j'ai commencé. Donc depuis que j'ai commencé, je suis sur les ques d'énergie beaucoup, puisque je siège dans la commission énergie. Et alors là, le lien, évidemment, s'est fait aussi avec les syndicats. C'est peut être les 1^{ers} que j'ai rencontré. Les syndicats du secteur de l'énergie, c'est ça. On les entend bien. Ils font de sacrés actions que je trouve merveilleuses. D'ailleurs ils vont notamment à la CGT faire des actions de Robin des Bois, de l'énergie dans lesquels ils vont aider, par exemple, des ménages à qui on a menacé de couper l'électricité ou le gaz. Ils vont les aider pour maintenir gaz ou électricité. Ils ont passé des hôpitaux, des écoles en gratuité. Parce que justement, il y a l'explosion des prix et ce marché européen qu'on ne contrôle pas. Et ben derrière ce sont les syndicalistes et les agents de ces entreprises énergétiques qui du coup aident les hôpitaux aident les écoles. Et ils ont aussi aidé ce qui a fait grand bruit nos artisans boulangers qui 80% d'entre eux sont menacés de fermeture liées à la crise énergétique. Là encore, ils les ont fait passer en gratuité. Donc en fait, ils prennent des risques. Parce que les agents prennent des risques quand ils font ces actions coups de poing. Et en même temps, quand l'état ne fait rien... Du coup, ce sont exactement, et donc c'est avec eux que qu'on construit la lutte pour les retraites. Mais pas que c'est aussi la sortie du marché européen de l'énergie. La construction d'un véritable monopole public de l'énergie. C'est une position qui défend le syndicalisme et qui rejoint aussi nos préoccupations. C'est À Dire pour éviter d'avoir ces prix qui explosent et d'avoir cet d'inflation qu'on voie partout. Eh bien il faut que à un moment donné on récupère un contrôle public de la production et de la fourniture d'électricité. Et ça c'est le combat qu'on va commencer. Y a une réforme du marché de l'énergie qui va commencer cette semaine puisque la commission a présenté sa feuille de route qui est très mauvaise d'ailleurs le le 14 mars. Donc maintenant dans la commission Être, nous allons pouvoir discuter de tout ça et essayer de faire changer les choses. C'est-à dire de proposer un autre modèle qui n'est pas celui du tout proposé par la Commission Européenne. Et on le fera avec notamment les organisations syndicales qui se battent sur le terrain pour aider toutes celles et qui subissent justement l'inaction de l'europe sur les questions énergétiques dont est devenu un député européenne mais toujours syndicaliste. En fait dans le fond oui ben officiellement je le suis plus parce que je ne peux pas garder ma carte syndicale. On adhère au syndicat, on appartient

aussi à une entreprise. Je ne suis pas mais mais évidemment je suis très proche des organisations syndicales au niveau français, mais aussi européen et international. Léna : On a vu la vidéo la semaine dernière. C'est c'est beau hein d'avoir reçu des soutiens d'organisations syndicales à traire le monde. D'Asie, d'Afrique, d'Amérique. les travailleurs comprennent tout à fait que l'enjeu des mobilisations en France est crucial pour le monde entier. Pourquoi tout simplement presque dans les pays où on a eu des conquêtes sociales importantes ont c'est battu pour les avoir. Et bien en recul ces pays là qui tendent pour essayer de l'importante. Ce progrès social, ils savent très bien qu'ils seront entravés pour pour avoir un jour ces ces ces conquêtes. Donc c'est pour ça que c'est un combat international. Et ces syndicalistes l'ont tout à fait compris. Et c'est pour ça qui nous soutiennent. Les 1^{res} mobilisations étaient extrêmement poignantes et bouleversantes quand on a vu ces travailleurs du Bangladesh en des pays les plus pauvres au monde. Qui ce qui ont défilé dans les rues avec cette banderole pour dire solidarité avec les travailleurs français mobilisés contre la réforme des retraites. C'est c'est la beauté de la construction de tout ce qu'on en train de faire. C'est-à-dire? On a aujourd'hui besoin de se battre partout pour la même chose pour la bifurcation sociale. Pour la bifurcation évidemment écologique aussi et et c'est pour ça que le combat que nous menons est international. Et que tous ces ils nous soutiennent dans le combat comme nous nous les soutiendrons dans les combats qui ont menés eux aussi dans leur pays.

Vous remercie de m'avoir accompagné durant toute cette semaine de session plénière. Si vous souhaitez poser une question à un ou une de vos heureux députés de la France Insoumise, je vous invite à nous écrire sur les réseaux sociaux at, Fi, Europe sur Facebook, Twitter et Instagram. Si vous souhaitez en savoir plus, vous trouverez des ressources dans la description du podcast et pour ne manquer aucun épisode, suivez-nous sur votre plateforme d'écoute préférée : Spotify, Apple Music ou Deezer. Et tant qu'à faire, si vous avez aimé Like Commente et partage. Les Insoumis en Plénière: le Off est une émission proposée par la délégation France Insoumise au Parlement Européen et The Left et réalisée par Thomas Luz A très, pour vivre avec moi la prochaine session plénière.